

NORTH ATLANTIC COUNCIL

CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD

97

NATO UNCLASSIFIED
and
PUBLIC DISCLOSED

SANS CLASSIFICATION

ORIGINAL ANGLAIS

17 mars 1952~~DIFFUSION RESTREINTE~~

DOCUMENT

C9-D/4(Définitif)REORGANISATION DE NATONote du Secrétaire Exécutif

A sa réunion du 12 mars 1952 (D-R(52)22), le Conseil des Suppléants, agissant au nom du Conseil de l'Atlantique Nord, a adopté le rapport ci-joint sur la réorganisation de NATO.

(signé) N.E.P. SUTTON

13 Belgrave Square,
Londres, S.W.1

SANS CLASSIFICATION

~~DIFFUSION RESTREINTE~~

CG-5/A (Définitif)

REORGANISATION DE N.A.T.OI. INTRODUCTION

1. Au cours de sa réunion de Rome, le Conseil de l'Atlantique Nord a chargé le Conseil des Suppléants d'entreprendre une étude de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et de la coordination de ses activités avec celles des autres organisations internationales, en tenant compte des conclusions auxquelles aura pu parvenir le Comité Temporaire du Conseil.

2. Le Comité Temporaire du Conseil, dans son rapport provisoire du 17 décembre 1951, a exprimé l'opinion qu'il lui paraissait souhaitable d'apporter certains changements à l'organisation de N.A.T.O., étant donné que les membres du Traité vont avoir à faire face à une nouvelle période d'activité accrue. Il a recommandé que les problèmes d'organisation dont il a tracé les grandes lignes dans la Partie V de son rapport soient examinés par N.A.T.O. et par les gouvernements, afin que des décisions puissent être prises au cours de la réunion du Conseil à Lisbonne.

II. PRINCIPES GENERAUX

3. L'expérience acquise au cours des deux dernières années dans la constitution d'une force collective pour le maintien de la paix et l'extension continue du champ d'activité de l'Organisation ont démontré qu'il est nécessaire de perfectionner les moyens permettant d'assurer une coordination rapide des décisions gouvernementales, de renforcer et d'unifier le dispositif international qui permettra de jeter les bases nécessaires à ces décisions et d'en surveiller et faciliter l'exécution. Les activités de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord sont passées progressivement du stade du planning à celui de la réalisation proprement dite. Le caractère de l'Organisation doit donc être modifié en conséquence. Le rapport du Comité Temporaire du Conseil souligne qu'il importe d'urgence de procéder de façon continue, à l'échelon du Secrétariat, à l'harmonisation des programmes militaires reconnus et des possibilités politiques et économiques. Il demande que des mesures soient prises pour assurer une action efficace dans ce sens.

SANS CLASSIFICATION**C9-D/4 (Définitif)**

- 2 -

4. Il est donc recommandé d'adopter, sur le plan de la réorganisation, deux mesures fondamentales. La première devrait prévoir que le Conseil de l'Atlantique Nord, tout en continuant à se réunir périodiquement au niveau des Ministres, puisse fonctionner sur une base permanente grâce à la nomination de représentants permanents; il assumerait les tâches jusqu'ici dévolues au Conseil des Suppléants, au Bureau de Production de Défense, au Bureau Economique et Financier, ainsi que celles qui ont été assumées pour la première fois par le Comité Temporaire du Conseil. La deuxième mesure consisterait à désigner un Secrétaire général et à constituer un seul Secrétariat international unifié et renforcé qui remplirait les fonctions confiées jusqu'ici aux secrétariats internationaux des divers organismes civils du Traité de l'Atlantique Nord et qui fournirait au Conseil et à ses Comités le personnel administratif nécessaire à l'exécution des missions de plus en plus étendues qui leur incomberont.

5. L'application de ces deux mesures demanderait que toutes les activités civiles de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord se trouvent concentrées en un seul lieu.

6. Le Conseil des Suppléants n'ignore pas que l'on ne saurait compter uniquement sur des modifications d'organisation pour résoudre les problèmes nombreux et urgents qui se posent actuellement aux divers gouvernements signataires du Traité de l'Atlantique Nord. Il ne pense pas non plus que les modifications recommandées dans le présent document doivent être nécessairement définitives. Mais il estime qu'elles représentent dans les circonstances actuelles une étape essentielle vers la mise en place d'un dispositif atlantique qui permettra d'adopter plus facilement les mesures collectives efficaces en vue d'atteindre les objectifs du Traité.

7. Les recommandations ci-après ont pour objet d'exposer dans leurs grandes lignes les modifications que l'on propose d'apporter à la structure de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Si elles sont approuvées, il sera nécessaire de mettre au point la structure de l'Organisation dans ses détails. A cet effet, une procédure est recommandée par le Conseil des Suppléants au paragraphe 23 ci-dessous.

III. LE CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD

Composition et fonctions

8. La compétence et les attributions du Conseil de l'atlantique Nord continueront d'être déterminées par les dispositions du Traité de l'Atlantique Nord. Aux réunions de ce Conseil, les gouvernements continueront d'être représentés, comme à présent, par leurs Ministres des Affaires Etrangères ou par leurs Ministres de la Defense ou par les uns et les autres, ou encore par tout autre Ministre compétent, et plus spécialement par leurs Ministres des Finances et des Affaires Economiques, les questions inscrites à l'ordre du jour devant servir de guide en la matière. Chaque fois qu'ils le jugeront utile, les gouvernements pourront également être représentés par les Chefs de gouvernements. Le Conseil

se réunira au moins trois fois par an à l'échelon des Ministres. En vue de permettre au Conseil de fonctionner sur une base permanente avec un pouvoir effectif de décision, chaque Gouvernement membre désignera pour le représenter au Conseil en l'absence des Ministres un Représentant Permanent.

Réunions du Conseil

9. Sauf dans des circonstances particulières, les réunions du Conseil se tiendront au siège permanent de l'Organisation.

10. La présidence des réunions ministérielles du Conseil sera, comme à présent, assurée à tour de rôle, pour un an, par les différents pays. Le Secrétaire Général fera fonction de Vice-Président du Conseil et assumera la présidence en l'absence du Président.

Représentants Permanents

11. Le Représentant permanent de chaque pays représentera l'ensemble de son Gouvernement. Ce représentant pourra avoir rang de Ministre ou être un haut fonctionnaire, selon les usages du pays intéressé. En tout état de cause, ces représentants devront entretenir des relations étroites avec leur Gouvernement et être pourvus d'une autorité suffisante pour que le Conseil puisse s'acquitter des tâches collectives qui lui incombent et prendre rapidement des décisions.

12. Chaque représentant permanent sera à la tête d'une délégation nationale comprenant les conseillers et experts qui lui seront nécessaires pour le seconder et lui permettre de participer aux travaux du Conseil à tous les échelons.

Comité.

13. Le Conseil devra veiller à ce que l'organisation de son travail soit aussi souple que possible. Afin de se décharger des questions de détail, le Conseil créera au besoin à titre permanent ou temporaire, des comités qui l'aideront à régler les questions qui doivent être résolues par accord entre les Gouvernements.

14. Les tâches spécialisées telles que celles dont s'acquittent actuellement le Bureau d'Etude des transports océaniques et le Comité d'Etude des produits pétroliers seront exercées, comme à présent, sous l'autorité du Conseil, et suivant les modalités qui, à l'usage, s'avèreront les meilleures.

Emplacement du siège permanent

15. Le siège permanent du Conseil sera situé dans la région parisienne.

SANS CLASSIFICATION

99-D/4 (Définitif)

Le Secrétaire Général

16. Le Conseil désignera un Secrétaire Général qui sera responsable devant lui et qui ne sera pas membre d'une délégation nationale. Le Secrétaire Général sera chargé de l'organisation des travaux du Conseil et de la direction du Secrétariat international.

17. Il entreprendra l'étude et la préparation des questions qui seront soumises à la décision du Conseil et veillera à ce que les mesures appropriées soient prises pour donner effet à ces décisions et pour coordonner l'action des divers Gouvernements au cours de leur réalisation; il veillera notamment à ce que les tâches mentionnées au paragraphe 18 de ce rapport soient remplies. Il soumettra au Conseil tous les six mois un rapport sur les progrès réalisés dans l'exécution des programmes. Il soumettra des recommandations au Conseil et pourra approcher directement tous les organismes NATO et tous les Gouvernements. Les relations entre les membres du Secrétariat International et les organismes nationaux seront réglées après consultation avec chaque représentant permanent intéressé. Dans ses rapports avec les principaux organismes de commandement de l'Organisation Atlantique, il respectera les voies hiérarchiques en usage au sein de l'Organisation et veillera à ce que le Comité Militaire et le Groupe Permanent soient pleinement informés.

V. SECRETARIAT INTERNATIONAL

18. Le Secrétariat international placé sous la direction du Secrétaire Général sera composé de nationaux des pays signataires du Traité de l'Atlantique Nord; il devra être unifié et renforcé en vue de remplir efficacement le rôle qui doit être le sien et qui consiste à préparer les décisions du Conseil et à en suivre l'exécution pour toutes les questions relevant de sa compétence. Il entreprendra toutes études et préparera tous plans qui lui seront demandés par le Conseil : il procédera notamment aux travaux préparatoires nécessaires à l'élaboration du rapport annuel correspondant à celui que vient de déposer le CTC. Il devra être organisé de façon à pouvoir seconder le Conseil dans ses diverses activités. Le Secrétariat devra comprendre un personnel peu nombreux, mais hautement qualifié. Il conviendra d'assurer une liaison et une coordination étroites entre le Secrétariat et les organismes militaires.

Mesures nécessaires à l'adaptation permanente des besoins aux possibilités politiques et économiques.

19. Le Conseil et le Secrétariat international devront notamment être organisés de façon à leur permettre de mettre en harmonie les besoins résultant des programmes NATO, et les possibilités politiques et économiques. La méthode de travail à laquelle le Conseil et le Secrétariat international auront recours pour remplir cette tâche par une action continue sera

SANS CLASSIFICATION

~~SA - DIFFUSION RESTREINTE~~

C9-D/4 (Définitif)

déterminée avec précision par le Conseil, compte tenu des recommandations du CTC et de l'avis du Secrétaire Général. Toutefois, il sera sans doute indispensable d'accomplir les opérations suivantes :

- (a) Examen critique des plans militaires et évaluation de leurs coûts, ces études étant effectuées de façon continue. Il sera peut-être nécessaire d'organiser et d'équiper techniquement à cet effet une section du Secrétariat international. Cette section travaillera en liaison étroite avec les organismes militaires de NATO.
- (b) Analyse annuelle des capacités économiques des pays membres. Pour s'acquitter de cette tâche, le Secrétariat international devra peut-être faire appel temporairement à des techniciens et à des experts économiques, militaires et autres, selon le cas.
- (c) Détermination définitive, par le Conseil, des programmes annuels, c'est-à-dire essentiellement des objectifs à atteindre en ce qui concerne la constitution des forces et leur entretien.

VI. RAPPORTS ENTRE LES ORGANISMES CIVILS ET MILITAIRES DE NATO.

20. La situation des organismes militaires de NATO vis-à-vis du Conseil de l'Atlantique Nord demeurera inchangée.

21. Les liaisons entre les organismes militaires et le Conseil devront être renforcées. Les arrangements nécessaires à cet effet et toutes autres dispositions destinées à assurer une coopération plus étroite entre les organismes civils et militaires de NATO devront être mis au point par le Conseil, compte tenu des avis du Comité Militaire et du Groupe Permanent.

VII. PROCEDURE A SUIVRE POUR L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS CI-DESSUS.

22. De l'avis du Conseil des Suppléants, il importe que les modifications que le Conseil décidera d'apporter à l'Organisation de NATO soient effectuées sans délai, non seulement pour que le bénéfice des réformes soit acquis aussitôt que possible, mais également pour assurer la continuité de l'Organisation et lui permettre de résoudre les nombreux problèmes actuellement en suspens.

23. A cette fin, les Suppléants recommandent :

- (a) Que le Conseil approuve ce rapport;
- (b) Que le Conseil désigne le Secrétaire Général le plus tôt possible, de préférence à la Conférence de Lisbonne;

SANS CLASSIFICATION

09-D/4 (Définitif)

- (c) Que le Conseil charge les Suppléants de préparer, en tenant compte de l'avis du Secrétaire Général dès que celui-ci aura été désigné, les dispositions nécessaires pour mettre en place la nouvelle organisation;
- (d) Que ces nouvelles dispositions entrent en vigueur et que les nouveaux organismes du Traité entrent en fonction à une date qui sera fixée par le Conseil des Suppléants. A cette date, le Conseil des Suppléants, le BEF et le BPD cesseront d'exister.

13 Belgrave Square
Londres, S.W.1